

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
ZA n° 2 «Les Ailes»
25, rue des Ailes
37210 Parçay-meslay

Parçay-meslay, le 04/03/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/02/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

AFM RECYCLAGE

Prairies de Courréjan
chemin de Gutteronde
33140 Villenave-d'Ornon

Références : RAPVI 2024/252

Code AIOT : 0010005887

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/02/2024 dans l'établissement AFM RECYCLAGE implanté rue du Colombier ZI des Yvaudières 37700 Saint-Pierre-des-Corps. L'inspection a été annoncée le 05/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AFM RECYCLAGE
- rue du Colombier ZI des Yvaudières 37700 Saint-Pierre-des-Corps
- Code AIOT : 0010005887
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Ex IED - MTD

–Situation de l'entreprise:

La société AFM Recyclage exerce, sur son site de St Pierre-des-Corps, une activité de collecte, tri et transit des métaux et d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage (VHU). Cet établissement emploie 10 personnes.

–Point sur le classement de l'établissement:

Les activités du site sont réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 29 avril 2010. L'arrêté préfectoral complémentaire n°20957 du 7 septembre 2020 met à jour la situation administrative de l'établissement. De plus, l'arrêté préfectoral complémentaire n°20956 du 7 septembre 2020 porte agrément du centre VHU de l'établissement.

Rubriques de classement de l'établissement au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE):

2710-1.a: installation de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, collecte de déchets dangereux, la quantité de déchets susceptibles d'être présents étant de 15t (autorisation);

2791-1: installation de traitement de déchets non dangereux, la quantité de déchets traités étant de 30t/j (autorisation);

2718-1: installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, la quantité de déchets susceptibles d'être présents étant de 40,28t (autorisation);

2713-1: installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, la surface étant de 2740m² (enregistrement);

2710-2.b: installation de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, collecte de déchets non-dangereux, le volume susceptible d'être présent étant de 250m³ (déclaration avec contrôle périodique);

2711-2: installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques, le volume susceptible d'être entreposé étant de 300m³ (déclaration avec contrôle périodique);

2714-2: installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois, le volume susceptible d'être présent étant de 210m³ (déclaration).

Le centre VHU n'est pas classé au titre de la nomenclature ICPE (surface maximale de 99m², le seuil du régime de la déclaration étant fixé à 100m²).

–Projets et investissements:

Il indique également qu'il prévoit de déplacer les bureaux de son établissement, de créer un nouveau portail (afin d'avoir un sens de circulation entrée/sortie) et d'ajouter un second pont-bascule. En outre, il précise qu'un terrain à proximité a été acheté afin d'y installer son installation de collecte de déchets non dangereux apportés par le producteur initial (soumise à la rubrique 2710 de la nomenclature ICPE sous le régime de la déclaration).

–Incidents ou accidents:

L'exploitant ne signale aucun incident ou accident d'ordre environnemental depuis la mise en service de l'installation.

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024
- Eau de surface

- NATECH
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Confinement des eaux potentiellement polluées par un sinistre	Arrêté Préfectoral du 29/04/2010, article 4.2.4.1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande de justificatif à l'exploitant, Levée de mise en demeure	60 jours
8	Registre des déchets sortants	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	60 jours
10	PPRI	Arrêté Préfectoral du 07/09/2020, article 6	/	Demande d'action corrective	60 jours
11	Admission des déchets	AP Complémentaire du 07/09/2010, article 4	/	Demande d'action corrective	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Aires d'entreposage des déchets	Arrêté Préfectoral du 29/04/2010, article 1.2.2.1.	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Levée de mise en demeure
3	Moyens d'intervention contre un incendie	Arrêté Préfectoral du 29/04/2010, article 6.6.1.	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Levée de mise en demeure
4	Aires de circulation	Arrêté Préfectoral du 29/04/2010, article 7.2.2.4.	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Levée de mise en demeure
5	Gestion des VHU	AP Complémentaire du 07/09/2020, article Annexe 1_ 10°	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Levée de mise en demeure
6	Surface du centre VHU	AP Complémentaire du 07/09/2020, article 3	Susceptible de suites	Sans objet
7	Registre des déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article	Susceptible de suites	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	entrants	1er		
9	Conformité de l'installation VHU	Arrêté Ministériel du 02/05/2012, article Annexe1_§15°	/	Sans objet
12	Plan des réseaux des effluents	AP Complémentaire du 29/04/2010, article 4.2.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans le tableau ci-dessus.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Aires d'entreposage des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/04/2010, article 1.2.2.1.
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 28/06/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 06/08/2023
Prescription contrôlée : <ul style="list-style-type: none"> - Déchets Industriels Banals (DIB) hors déchets métalliques : [...] sur sol étanche ; - Déchets métalliques : [...] sur sol étanche.
Constats : <p>L'inspection a constaté que la dalle recouvrant les aires d'entreposage des déchets métalliques de son établissement a été refaite. L'exploitant a fourni la facture n° 3157 du 21/04/2023 de la société STPA d'un montant d'environ 200 000, justifiant ses travaux.</p> <p>[Pdc n°1] : L'exploitant a déféré à l'injonction du point n° 1 de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 30/05/2022</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Confinement des eaux potentiellement polluées par un sinistre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/04/2010, article 4.2.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des accidents
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 28/06/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 06/08/2023
Prescription contrôlée : Un dispositif d'obturation permet de confiner sur le site les eaux d'incendie affectant l'ensemble des bâtiments et installations. Ce dispositif est maintenu en état de marche, signalé et actionnable en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande.
Constats : L'inspection a constaté que les travaux de confinement ont été finalisés. Un bassin aérien en acier galvanisé, d'un volume de 385 m ³ muni d'une membrane d'étanchéité à l'angle nord-ouest du site, permet de confiner les eaux susceptibles d'être polluées. Une procédure est écrite à proximité des vannes équipant les canalisations de refoulement, permettant à une personne non initiée de mettre le site sous rétention. L'exploitant a transmis en séance la facture n° 3156 du 21/04/2023 de la société STPA ayant réalisé les travaux. Cependant, l'inspection a fait part à l'exploitant de l'absence de panneau à proximité repérant les vannes de confinement pour le personnel et le service d'incendie et de secours. [Pdc n°2] : L'exploitant a déféré à l'injonction du point n° 4 et 5 de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 30/05/2022. Cependant, l'exploitant doit installer un panneau signalant les vannes de confinement à proximité de celles-ci
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [Pdc n° 2] formulé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Levée de mise en demeure
Proposition de délais : 60jours

N° 3 : Moyens d'intervention contre un incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/04/2010, article 6.6.1.
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des accidents
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 28/06/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites

- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 06/09/2023

Prescription contrôlée :

L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci conformément à l'analyse des risques définie dans l'étude des dangers. Il dispose notamment :

- d'un RIA ;
- d'un poteau d'incendie d'un débit de 212 m³/h
- d'extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;
- de réserves de sable meuble et sec convenablement réparties, en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres et des pelles.

Les moyens de lutte contre l'incendie comportent également un réseau public ou privé alimentant, à raison de 60 m³/h au minimum, 1 poteau d'incendie normalisé situé à moins de 200 m de l'établissement.

Constats :

À l'extérieur de l'exploitation il existe d'après la base de donnée du SDIS 2 poteaux incendie dont les caractéristiques sont les suivantes:

- PI n°111 situé à l'entrée de l'établissement: 120m³ /h sous 1 bar / pression statique 4,5 bars(dernier contrôle technique le 29/12/2021)
- PI n°110 situé à 284 mètres de l'entrée de l'établissement: 120m³ /h sous 1 bar / pression statique 4,5 bars (dernier contrôle technique le 30/09/2021).

Par ailleurs, à l'intérieur de l'établissement, l'inspection a constaté la présence de 15 extincteurs, 5 RIA et des GRV de 1000 l pouvant être éclatés rapidement sur un début d'incendie par un grappin. Ces moyens sont répartis judicieusement sur l'ensemble du site. Ce dispositif a été mis en place par l'exploitant à son initiative.

L'exploitant a indiqué à l'inspection que la prescription indiquée dans l'arrêté préfectoral semble inadaptée au regard du débit important sur un seul RIA de 212 m³/h. Il a présenté un calcul D9 qui indique que le débit d'extinction nécessaire pour son établissement serait de 60 m³/h.

Sur la base de ce constat, l'exploitant doit déposer un «porter à connaissance», afin de remettre à jour son arrêté préfectoral du 29/04/2010.

Techniquement, le SDIS37 est capable d'utiliser un poteau incendie jusqu'à 400 mètres pour combattre un incendie. L'inspection constate que les 2 poteaux situés à l'extérieur sont capables à eux 2 de délivrer un débit total de 240 m³/h. Ce point permet à lui seul de délivrer un débit supérieur à la prescription indiquée dans l'arrêté préfectoral du 29/04/2010. Considérant que l'exploitant dispose en plus de 5 RIA au lieu de 1 seul prescrit et de GRV de 1000 litres répartis sur l'ensemble du site à proximité des aires de stockages de déchets, la défense incendie du site semble être suffisante.

Le porter à connaissance de l'exploitant avec le calcul D9 sera soumis à l'avis du SDIS 37 et un APC sera rédigé afin de prendre en compte les modifications du site notamment sur les moyens

de défense incendie. La prescription telle qu'indiquée dans l'arrêté préfectoral est inadaptée et sera réécrite, après avis du SDIS37.

Considérant que la prescription actuelle est inadaptée au site et que l'exploitant a installé des moyens de défense incendie supérieurs à ce qui est prescrit à l'article 6.6.1 de l'AP du 29/04/2010 et à son étude D9, en installant 5 RIA et des GRV de 1000 litres, afin d'assurer la défense incendie du site, l'inspection propose de considérer que l'exploitant a respecté la prescription sur le point 6 de l'article 1 de la mise en demeure du 30/05/2012.

[Pdc n°3]: L'exploitant a déféré à l'injonction du point n° 6 de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 30/05/2022, en installant des moyens supérieurs à ceux prescrits à l'article 6.6.1 de l'AP du 29/04/2012.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet le porter à connaissance sur la défense incendie du site, afin de modifier la prescription inadaptée.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 4 : Aires de circulation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/04/2010, article 7.2.2.4.

Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 28/06/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
- date d'échéance qui a été retenue : 06/08/2023

Prescription contrôlée :

Les aires de circulation doivent être étanches et nettoyées chaque fois qu'elles seront souillées.

Constats :

L'inspection a constaté que les aires de circulation de son établissement ont été refaites. L'exploitant a fourni la facture n° 3157 du 21/04/2023 de la société STPA, justifiant ses travaux.

[Pdc n°4] : L'exploitant a déféré à l'injonction du point n° 9 de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 30/05/2022.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/09/2020, article Annexe 1_ 10°
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 28/06/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 06/08/2023
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant du centre VHU est tenu de se conformer aux dispositions relatives aux sites de traitement et de stockage des véhicules et des fluides, matériaux ou composants extraits de ces véhicules, suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les emplacements affectés à l'entreposage des véhicules hors d'usage sont aménagés de façon à empêcher toute pénétration dans le sol des différents liquides que ces véhicules peuvent contenir ; - les emplacements affectés à l'entreposage des véhicules hors d'usage non dépollués sont revêtus, pour les zones appropriées comprenant a minima les zones affectées à l'entreposage des véhicules à risque ainsi que les zones affectées à l'entreposage des véhicules en attente d'expertise par les assureurs, de surfaces imperméables avec dispositif de collecte des fuites, décanteurs et épurateurs-dégraisseurs ; - les emplacements affectés au démontage et à l'entreposage des moteurs, des pièces susceptibles de contenir des fluides, des pièces métalliques enduites de graisses, des huiles, produits pétroliers, produits chimiques divers sont revêtus de surfaces imperméables, lorsque ces pièces et produits ne sont pas eux-mêmes contenus dans des emballages parfaitement étanches et imperméables, avec dispositif de rétention ; - les batteries, les filtres et les condensateurs contenant des polychlorobiphényles (PCB) et des polychloroterphényles (PCT) sont entreposés dans des conteneurs appropriés ; - les fluides extraits des véhicules hors d'usage (carburants, huiles de carters, huiles de boîtes de vitesse, huiles de transmission, huiles hydrauliques, liquides de refroidissement, liquides antigel, liquides de freins, acides de batteries, fluides de circuits d'air conditionné et tout autre fluide contenu dans les véhicules hors d'usage) sont entreposés dans des réservoirs appropriés, le cas échéant séparés, dans des lieux dotés d'un dispositif de rétention ; - les eaux issues des emplacements affectés au démontage des moteurs et pièces détachées, mentionnées ci-dessus, y compris les eaux de pluie ou les liquides issus de déversements accidentels, sont récupérées et traitées avant leur rejet dans le milieu naturel, notamment par passage dans un décanteur-déshuileur ou tout autre dispositif d'effet jugé équivalent par l'inspection des installations classées ; - le demandeur tient le registre de police défini au chapitre Ier du titre II du livre III de la partie réglementaire du code pénal.
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté que la dalle de la zone de stockage des VHU non dépollués a été refaite au même titre que les talus et sont désormais imperméables de telle sorte que les fluides issus desdits VHU sont collectés par gravité dans un regard et traités par un séparateur à hydrocarbures.</p>

[Pdc n°5]: L'exploitant a déféré à l'injonction du point n° 2 de l'article 2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 30/05/2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 6 : Surface du centre VHU

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/09/2020, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 28/06/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant est en mesure de justifier la somme des surfaces élémentaires occupées par les différentes activités liées à l'activité du centre VHU qui sont les surfaces occupées pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le stockage des VHU avant leur démontage ; - les ateliers de démontages et/ou de cisailage ; - le stockage des déchets issus des VHU ; - les équipements connexes aux activités du centre VHU. <p>L'ensemble des différentes surfaces est matérialisé physiquement au sol et ne dépasse pas 99 m².</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté que l'exploitant ne traite que très peu de VHU à l'année, ainsi d'après le relevé de l'audit VHU, la société AFM RECYCLAGE a traité:</p> <ul style="list-style-type: none"> - en 2022: 236 VHU (soit environ 1 VHU par jour ouvré) - en 2023: 23 VHU (suite aux travaux ayant duré environ 7 mois, très peu de VHU ont été admis) <p>Au jour de l'inspection aucun VHU n'était présent. Il a été cependant vu les zones suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> - la surface matérialisée par une chaîne de la zone des VHU en attente de dépollution de 49 m² ; - la surface de la station de dépollution de 15 m² avec les fluides issus de la dépollution. <p>L'exploitant a indiqué qu'il stockait les VHU dépollués sur la zone de stock de platine. Au regard du peu de VHU traités par l'exploitant, ce procédé n'appelle pas de remarques de la part de l'inspection dès lors que les VHU dépollués sont peu nombreux et enlevés régulièrement. Dans le cas contraire, une zone doit être prévue pour les stocker sur une surface totale avec les autres zones citées supra ne dépassant pas 99m².</p> <p>L'exploitant déclare que les zones affectées à son centre VHU seront matérialisées par un marquage au sol très prochainement en lieu et place des chaînes.</p> <p>[Pdc n°6]: Pas de non-respect constaté.</p>

N° 7 : Registre des déchets entrants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1er

Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 28/06/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes :

- la date de réception du déchet [...]
- la dénomination usuelle du déchet ;
- le code du déchet entrant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;
- s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle [...]
- ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;
- la quantité de déchet entrant en tonne ou en m³ ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;
- l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;
- la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;
- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;
- le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;
- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 [...] ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 [...]
- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle [...].

Constats :

L'inspection a constaté que l'exploitant dispose d'un logiciel interne AS400 pour lequel une extraction sur un tableur est possible qui sert de registre d'entrée. Après analyse du registre, l'inspection ne constate pas d'écart. Le document prévoit le recueil de l'ensemble des informations nécessaires et les codes traitement réalisé par l'exploitant correspond à une opération de prétraitement (tri) correspondant au code R12 ou R13 .

[Pdc n°7] : Pas de non-respect constaté
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Registre des déchets sortants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 28/06/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la date de l'expédition du déchet ; - la dénomination usuelle du déchet ; - le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ; - s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle [...] <p>;</p> <ul style="list-style-type: none"> - le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ; - la quantité de déchet sortant en tonne ou en m³ ; - l'adresse de l'établissement ; - l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ; - la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ; - la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ; - la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ; - le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ; - la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ; - le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 [...] ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 [...]

- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle [...].
Constats : L'inspection a constaté que l'extraction du logiciel interne AS400 ne fait pas apparaître le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 [...] ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 [...], pour les déchets expédiés vers les pays étrangers, ainsi que le code du déchet et le code de traitement mentionnés aux l'annexe IV, VIII et IX de la Convention de Bâle. [Pdc n°8] : Le registre des déchets sortants établi est incomplet.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [Pdc n° 8] formulé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60jours

N° 9 : Conformité de l'installation VHU

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/05/2012, article Annexe1_§15°
Thème(s) : Situation administrative, Vérification annuelle
Prescription contrôlée : L'exploitant du centre VHU fait procéder chaque année à une vérification de la conformité de son installation aux dispositions du cahier des charges annexé à son agrément par un organisme tiers accrédité pour un des référentiels suivants : [...]
Constats : L'exploitant a transmis en séance une synthèse de vérification de conformité VHU datée du 01/08/2023 par la société AB Certification. Cette synthèse mentionne que l'ensemble des exigences du cahier des charges mentionné à l'annexe 1 de l'AM du 02/05/2012 est respecté. [Pdc n°9]:Pas de non-respect constaté.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : PPRI

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/09/2020, article 6
Thème(s) : Situation administrative, Application du PPRI
Prescription contrôlée : Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres législations et

réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression. Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés. La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

Dispositions applicables à la zone B TF

Article 4 - Prescriptions applicables aux constructions existantes (Page 93 du PPRI) :

Les mesures de réduction de la vulnérabilité pour les constructions existantes :

- mettre en œuvre pour l'alimentation électrique et courants faibles, une pose descendante (en parapluie) à partir du plafond hors d'eau. En cas d'impossibilité technique prévoir un réseau étanche. Distinguer un circuit desservant les parties hors d'eau et un circuit desservant les parties inondables, protéger ce dernier par un disjoncteur différentiel 30mA;
- placer les équipements sensibles (coffrets électriques, machinerie d'ascenseurs etc.) au-dessus des PHEC ;
- ancrer les citernes enterrées et les rendre apte à résister à la pression hydrostatique correspondant aux PHEC ; lester les citernes non enterrées ou les fixer solidement au sol à l'aide de dispositifs adéquats, ou les placer au-dessus de la cote des PHEC et rendre étanche les orifices de remplissage, ou positionner le débouché des tuyaux d'évents au-dessus de la cote des PHEC

Constats :

L'inspection a transmis au préalable de l'inspection un questionnaire sur le risque inondation, pour lequel l'exploitant a répondu en partie. L'inspection a complété les différentes observations et demande à l'exploitant de répondre aux constats formulés dans cette annexe 1.

[Pdc n°9]:L'exploitant doit répondre à l'ensemble des constats de l'annexe 1.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de préciser et de proposer des actions/réflexions.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60jours

N° 11 : Admission des déchets

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/09/2010, article 4

Thème(s) : Situation administrative, Bouteilles de gaz

Prescription contrôlée :

[...]

Les déchets et substances dangereux acceptés sont les suivants :

- les véhicules hors d'usage,

<ul style="list-style-type: none"> - les déchets dangereux issus de la dépollution des VHU, - les piles et les batteries au plomb. <p>Les déchets suivants ne sont en aucun cas acceptés dans les installations :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les ordures ménagères brutes, - les déchets radioactifs, - les déchets dangereux autres que ceux listés ci-dessus, - les déchets contaminés, - les déchets non identifiés, - les déchets non pelletables, pulvérulents non conditionnés. <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté la présence d'environ 150 bouteilles de gaz disposées par terre en dehors de tous casiers prévus à leur stockage. L'exploitant a indiqué que les bouteilles de gaz étaient collectées par les déchetteries de la Métropole. L'exploitant n'est pas autorisé à recevoir ce type de déchets au regard de l'arrêté préfectoral susmentionné.</p> <p>Par ailleurs, l'inspection a également informé l'exploitant que les bouteilles de gaz devaient être stockées dans des casiers métalliques prévus à cet effet afin, d'éviter la projection de celles-ci en cas d'incendie.</p> <p>[Pdc n°10]: L'exploitant régularise sa situation administrative (déchets admis et situation vis-à-vis des rubriques de la nomenclature) en déposant un PAC ou cesse de recevoir les bouteilles de gaz.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [Pdc n° 11] formulé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 60jours</p>

N° 12 : Plan des réseaux des effluents

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 29/04/2010, article 4.2.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p> <p>Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation, • les secteurs collectés et les réseaux associés, • les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...).

Constats :

Suite aux travaux de voiries et de réorganisation des aires de stockages et de la cuve de rétention, l'exploitant a transmis le nouveau plan des réseaux à jour.

[Pdc n°12]: Pas de non-respect constaté.

Type de suites proposées : Sans suite